

# Nicolas Sarkozy et la réforme du système monétaire international

Posté le : 9 septembre 2010 11:06 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Actualité chaude, Crise systémique, Crise mondiale, Crise financière, Economie et politique

Comme souvent, Nicolas Sarkozy donne le sentiment qu'il a une claire conscience de ce qu'il faut faire. La difficulté est parfois de déterminer s'il se coule dans une ligne de pensée toute prête et politiquement correcte dont il cherche à s'approprier les effets d'image ou si véritablement la pensée sous jacente est enracinée et peut servir de terreau à des réformes réelles. On l'a ainsi vu balayer tout le champ des diverses démagogies à la mode : le réchauffement climatique ; les RSA y compris pour les moins de 25 ans, la pénibilité pour les retraites, la baisse de TVA pour la restauration, ... Evidemment, un politique fait de la politique et il est difficile de le lui reprocher.

S'il est toutefois un domaine où l'opportunisme a peu de chance de donner des résultats, c'est bien celui des questions monétaires internationales.

Nous avons écrit et répété ici que la taxation des transactions financières était une mauvaise idée surtout si on ne lui donnait pas un rôle précis. Pour "faire gauche" on peut piquer un thème aux vieilles barbes du communisme cachées sous le masque de l'altermondialiste en reprenant l'idée d'une taxe Tobin. Mais il fallait choisir. S'agissait-il d'une taxe :

- pour faire face au sous-développement ?
- pour financer les politiques contre le réchauffement de la planète ?
- pour garantir que les banques se sortiraient toute seules de la prochaine crise financière ?
- pour sortir de la crise de la dette ?

La taxe Tobin n'avait aucun de ces buts. En avoir fait une espèce de couteau suisse permettant d'ouvrir toutes les boîtes de pandores et avoir développé des raisonnements changeant en fonction des besoins de dépenses les plus criants ou des thèmes les plus médiatiques du moment, on allait droit à l'échec.

Cet échec est désormais patent. L'initiative franco-allemande ne tenait pas la route et est en train de dérailler.

Il ne faut pas jouer avec les mots et les concepts.

Il n'y avait qu'une manière de traiter de la question de la taxe Tobin : c'était celle de Tobin. On mettait un gourdin de grosse dimension en place pour bloquer les mouvements spéculatifs à court terme sur les marchés de changes. Cela impliquait d'avoir des réponses solides sur des tas de questions difficiles :

- fallait-il réellement bloquer les transactions financières d'horizon court sur les marchés des changes ?
- ce blocage aurait-il un effet quantifiable et serait-il favorable ?
- n'y aurait-il pas d'autres moyens de faire pour résoudre des difficultés qu'on aurait bien pris le soin de préciser ?

Ne présenter aucune réponse publique à ces questions était la certitude de l'échec. Les gouvernements, surtout lorsqu'ils se réunissent, ne peuvent se mettre d'accord sans un minimum de rationalité.

On notera que depuis que Mme Lagarde et M. Kouchner ont lancé la campagne sur la taxation des transactions financières, dans un article ambigu et vide, il n'y a eu aucune explication et aucun débat dans la presse sur aucune des questions clés qui auraient mérité quelques développements.

Croire que l'on peut faire de la politique aussi technique sans le moindre débat public, en s'appuyant sur des intuitions et des experts à toutes mains et à toutes fins, est une illusion.

Comme nous l'avons toujours expliqué, Tobin était un économiste très fin et un connaisseur hors pair des questions monétaires internationales, ce qui, dans le petit monde des économistes, est une rareté. Il n'y a aucun doute que sa proposition s'appuyait sur un diagnostic et un pronostic exact et grave : les changes flottants sans contrepoids quelque part aboutirait à une série de catastrophes. Il fallait refroidir la spéculation pour que les changes respectent d'abord les conditions d'ajustements des balances commerciales. Des changes entièrement libres dans un système de changes flottants aboutirait rapidement à ce que les transactions purement financières deviennent de multiples fois plus importantes que les transactions commerciales ; la migration de capitaux courts moutonniers de dimension mondiale auraient le pouvoir de tout dévaster périodiquement empêchant toute politique économique et mettant en défaut les moyens d'action des banques centrales.

Ce raisonnement est parfaitement juste. Il n'a cessé d'être confirmé. James Tobin a eu raison contre Milton Friedman qui prétendait que les marchés s'optimiseraient tout seuls et que bientôt les taux d'intérêt seraient lissés et les capitaux dirigés de façon optimale vers les meilleures opportunités.

La question technique difficile était double : à quel niveau de taxe le freinage de la spéculation commencerait à être efficace ? A ce niveau là, la solution n'aurait elle pas des effets collatéraux aussi néfastes que le mal à traiter ?

La question politique, elle, était sans réponse : comment espérer mettre en place une solution exigeant un haut degré de coopération entre les Etats au moment où on venait de mettre un système qui mettait fin à toute coopération organisée des états en matière monétaire ? Et si on en revenait à une forme de sagesse internationale et qu'une coopération devenait possible est-ce qu'il n'y avait pas mieux à faire qu'à essayer de gérer les inconvénients d'un système foireux. Les changes flottants, cela ne marche pas et ne marchera jamais. Pourquoi tenter un cautère sur une jambe de bois ? Il était sans doute bien préférable de changer le système lui même.

En s'écartant de la technique et en n'offrant aucun raisonnement, aucune formulation un minimum technique, sur toutes ces questions, on tombait automatiquement dans la politichiennerie, style Attac : tout dans les apparences rien dans le dur des problèmes.

La taxe Tobin n'était pas un "must" politique qu'on devait ressortir en changeant la sauce au fur et à mesure que les circonstances imposaient une recherche de ressources fiscales et que la mode suggérait des emplois nouveaux. C'était une manière de corriger un système déplorable. Il fallait donc d'abord faire la critique d'un système déplorable et d'autre part prouver que la solution en serait véritablement une. Cherchez bien : si vous trouvez dans la presse un début de commencement de cela, vous avez gagné.

On peut craindre que la recherche d'un thème d'animation de la présidence française du G.20 ne soit l'occasion d'un nouveau malentendu.

Nicolas Sarkozy a parfaitement raison de mettre en avant la nécessité d'une réforme du système monétaire international. Il a parfaitement raison de pointer du doigt les déséquilibres désastreux qu'on y constate. Il a encore raison d'attirer l'attention sur l'obligation où sont les états de constituer des réserves de change stériles pour faire face à des coups de chiens du marché monétaire international et des spéculations organisées. Tout cela est parfaitement exact et bien vu. Mais il gâche tout et d'un coup en affirmant devant les réticences que ces analyses provoquent qu'il n'est pas pour un retour à un système de changes fixes et ajustables.

Du coup on entre à nouveau dans les déclarations opportunistes sans cohérence technique qui n'ont d'autres vocations que d'aller à l'échec, surtout dans le cadre d'un G.20 qui est un trompe couillon chargé de "dresser la façade" comme disent nos amis anglo-saxons.

Si l'objectif n'est pas d'occuper le terrain politique par une agitation médiatico-narcissique et des opérations-image (nous ne jugeons pas de l'opportunité des opérations politiques) mais de résoudre les problèmes de fond, nous suggérons à Nicolas Sarkozy et à ses équipes de changer totalement de méthode.

Pour obtenir un résultat la France seule ne peut rien. L'affaire est claire depuis les tentatives du Général de Gaulle de 67-68. Le couple franco allemand n'est pas lui même suffisant. Il faut avoir le soutien de toute l'Europe et de ses institutions financières. La BCE, la Commission, la présidence permanente de l'Union doivent faire partie du jeu, autant que chaque présidence des pays membres. La grande question ici est le Royaume Uni. Si au sein de l'Europe on ne parvient pas à convaincre le RU, comment espérer convaincre le monde ?

Ce travail n'a pas été fait.

Il faut par ailleurs associer à ce projet des pays non européens et des institutions monétaires internationales.

Quelles institutions internationales ? Naturellement en premier le FMI et la BRI, mais aussi l'OCDE. Tous ces organes disposent de nuées d'économistes auprès de qui, moyennant les ordres nécessaires, on peut obtenir de l'expertise et des conclusions. Et sans doute du consensus.

Ce travail n'a pas été fait.

Quels pays ? Contrairement à ce qu'on croit de très nombreux pays sont frontalement opposés à un système de changes flottants qui leur a nui durablement. Aucun des pays en voie de développement n'est content d'avoir à gérer des mouvements de capitaux à court terme dont ils ne peuvent maîtriser la direction et qui à l'occasion peuvent devenir dévastateur. Le Japon vit un drame constant du fait de la surévaluation du Yen qui n'a aucune justification économique saine. La Suisse est dans le même cas. Même la Chine est inquiète pour ses réserves. Les deux seuls pays qui défendent les changes flottants sont le Royaume Uni qui pensait être la plaque tournante des mouvements de capitaux libres et qui vient de recevoir le pire démenti qui soit sur la validité de cette stratégie et les Etats-Unis par passion impérialiste, alors qu'eux même sont désormais à la recherche d'une croissance qui se dérobe.

On voit que jamais les circonstances n'auraient été meilleures pour une offensive efficace contre les changes flottants et les privilèges douteux du dollar roi. Pour aboutir à un résultat il aurait fallu faire présenter par des économistes un travail de fond sur les causes de la crise actuelle.

Il fallait démontrer que la crise était un épisode de plus de la faillite du système des changes

flottants. Il fallait démontrer très précisément les mécanismes du gonflement des dettes internationales et leur effet sur le déclenchement de la crise. Il fallait sortir de la bouillie infâme d'une explication de la crise par les surprimes et les comportements voyous des banques. Il fallait démontrer que les relances keynésiennes n'avaient aucun effet durable dans un système de changes flottants. Il fallait démontrer que les Etats Unis s'étaient mis dans le cas d'une stagnation de longue durée. Il fallait démontrer qu'un système du chacun pour soi signifiait la crise pour tous. Bref il fallait démontrer qu'on ne s'en sortirait pas sans rien réformer sinon des broutilles.

Si ces démonstrations étaient portées par l'OCDE, le FMI, la BCE, la conférence des ministres des finances de l'Europe, la nouvelle diplomatie commune de l'Europe, le nouveau président européen, le président de la commission européenne, le couple franco-allemand, alors on verrait le bout du tunnel. Le RU n'est plus aujourd'hui en situation de s'opposer durablement à une réforme du système monétaire international. C'est un pays ruiné par la ruine même du système financier international qu'il prétendait régenter.

Les Etats-Unis seraient restés seuls face à tous. Avec une économie au bord d'une rechute sévère dans la récession et obligés à faire face à des critiques et des objections dont ses experts auraient eu du mal à se défaire.

Rien de ce travail n'a été fait. Ni DSK ni son principal économiste, Blanchard, n'ont fait le moindre effort intellectuel en ce sens. L'Europe n'est pas mobilisée. Les experts officiels français, à leur habitude, n'ont produit aucun travail convaincant (ont-ils produit un travail quelconque ?).

Le président français se satellise dans le froid sans qu'on sache bien quels sont ses objectifs.

Le G.20, sauf miracle, ne produira rien, sinon peut être un début de prise de conscience. La France risque de paraître un fois de plus comme isolée et rétrograde. Une occasion majeure aura été perdue. Au mieux, on aura pris date.

C'est rageant. Il n'y a rien de plus important et urgent aujourd'hui que d'obtenir une réforme du système monétaire international.

Didier Dufau pour le Cercle des Economistes E-toile